

Voici un peu plus d'un an, nous étions à Paris pour porter le message :

« Maintenant les prisonniers ». Aujourd'hui, nous sommes à Bayonne et Bilbao avec la même revendication. Certainement pas pour résumer l'ensemble du processus à la question des prisonniers, mais parce qu'après les pas immenses réalisés – le désarmement total de l'ETA et sa dissolution - nous pensons que maintenant la situation des prisonniers devient une priorité. Dans la construction d'une paix durable, toutes les parties doivent contribuer : les pas de l'un doivent alimenter les pas de l'autre. La responsabilité de toutes et tous est immense par rapport au passé douloureux, et par rapport à notre avenir commun.

Après le désarmement et la manifestation de Paris, l'espace de discussion ouvert avec le ministère de la justice a permis des avancées significatives : 25 prisonniers ont été rapprochés à Mont de Marsan ou Lannemezan, 22 statuts DPS ont été levés. Près des deux tiers des prisonniers ont bénéficié de ce mouvement et nous le valorisons sans aucune réserve. Mais aujourd'hui, le mouvement est brusquement interrompu : nous ne le comprenons pas, et nous ne pouvons l'accepter !

Il reste encore la question des rapprochements, des DPS, des prisonniers isolés, des femmes, des libérations conditionnelles, notamment celles de Xitor Haramboure, Jakes Esnal, Jon Kepa Parot qui arrivent à leur trentième année de détention ... Il n'est pas possible de rester embourbés au milieu du gué :

-- Parce que la levée des mesures d'exception, c'est d'abord une question de juste application du Droit : ce n'est pas une question d'opinion, mais de Droit qui ne peut fluctuer au gré des intérêts ou opportunités politiques, dictés par des considérations autres que l'application stricte du droit.

-- Parce que l'instauration d'une paix durable est en jeu et que tout est encore fragile. Un processus de paix ne peut être unilatéral mais exige l'implication de tous.

-- Parce que l'éloignement et la dispersion entraînent une double peine pour les familles, et toujours les risques permanents sur ces routes interminables. L'accident survenu ce 1er janvier lors d'une visite, à la compagne et au fils de 23 mois de Garikoitz Aspiazu incarcéré à la prison d'Arles, à 665 Km de son domicile, en est la dernière illustration dramatique. Et le fait qu'il n'y ait eu « que » des dégâts matériels n'enlève rien à la gravité des faits : les dégâts humains auraient pu également être regrettés. C'est une épée de Damoclès permanente ! Nous dénonçons les méfaits de cette politique pénitentiaire, et nous disons : « Plus jamais ça ! »

Nous parlons des « prisonniers maintenant ! », mais nous n'oublions pas les victimes. Car ils ont été au cœur du conflit et doivent demeurer au cœur de la résolution du conflit. Toutes les victimes ont droit à la reconnaissance, à la vérité, à la réparation. Il n'y a pas de hiérarchie dans la souffrance, toutes les victimes appartiennent la même Humanité. Se mobiliser pour le respect des Droits des prisonniers, ce n'est pas porter atteinte aux victimes. Nous leur devons que le passé

douloureux ne se reproduise plus. Et nous devons créer les conditions qui le garantissent.

Nous ne sommes pas arrivés au bout du processus avec la fin de l'ETA. Il nous faut aller plus loin : Supprimer toutes les mesures d'exception pour une résolution définitive de la situation des prisonniers, en recourant à la justice transitionnelle, à l'instar des processus de paix qui ont abouti à travers le monde. . Le Pays Basque n'a pas connu de situation de paix depuis 80 ans : nous pouvons pour la première fois depuis très longtemps, y parvenir. Un Pays Basque durablement apaisé et démocratique est à portée de main. C'est pour cela que nous sommes à un moment historique. Et que la responsabilité de chacun d'entre nous est immense !

Les discussions avec le ministère doivent reprendre mais il faut remettre sur la table une feuille de route et un agenda et renouer le fil de la confiance.

Merci à vous tous de vous être mobilisés aujourd'hui avec la pluralité qui fait notre force. Merci à chacun d'avoir su dépasser les désaccords – légitimes en démocratie - sur bien d'autres sujets, pour être capable de nous unir sur l'essentiel : l'avancée vers la paix !

Restons mobilisés : nous constituons, entre tous, le moteur du processus !